

LA SEULE ISSUE FAVORABLE DANS LA CRISE POLITIQUE : NOUS MOBILISER POUR IMPOSER NOS REVENDICATIONS !

La journée de mobilisation des fonctionnaires le 5 décembre a été plus réussie que prévu. Dans les rues, les cortèges bien fournis d'enseignants, légitimement en colère contre un budget qui prévoyait de grosses coupes dans l'éducation, succédaient aux autres métiers du secteur public, agents des cantines scolaires ou des crèches, éboueurs, bibliothécaires, ouvriers des services techniques municipaux... Ils ne voulaient pas laisser sans réponse les coups de menton façon Elon Musk de l'ex-ministre Kasbarian, qui entendait appliquer les pires méthodes patronales aux travailleurs de la fonction publique.

La course des petits chevaux pour Matignon

Cette journée de grève intervenait alors que le gouvernement Barnier venait de se faire censurer. L'extrême droite, sans laquelle il ne pouvait rester en place, a finalement choisi de le faire chuter, le soutien qu'elle lui apportait risquant de lui coûter trop cher sur le plan électoral. Le PS, le PCF et les Verts ont aussitôt fait leurs offres de service, pas gênés à l'idée de concocter un budget en collaboration avec les macronistes. Et si la France insoumise se tient à l'écart de ses tractations, non sans miser sur cette autre solution institutionnelle que serait une présidentielle anticipée, c'est elle qui a sorti du cimetière un Parti socialiste consumé par les années Hollande.

Les fausses solutions des directions syndicales

Tous cherchent une solution institutionnelle à la crise politique. Mais aucune solution de ce type ne résoudra la crise sociale, les salaires trop bas, les plans de licenciement qui tombent un peu partout, bref les attaques patronales contre lesquelles il serait urgent de résister par nos moyens de classe, la grève et l'organisation collective.

Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT, disait dans la manifestation du 5 décembre qu'elle souhaitait « un gouvernement qui tienne »

avec lequel il serait possible de « travailler ». L'intersyndicale a publié un communiqué appelant les parlementaires « à faire primer l'intérêt général ». Mais quel intérêt commun entre les patrons licencieurs et les travailleurs sur le carreau ? Comment « travailler » avec Macron, auteur de deux réformes aggravant les conditions de départ à la retraite ?

Une seule solution : notre mobilisation !

À l'écart de toute cette tambouille, des travailleurs et travailleuses entrent en lutte. Chez Decathlon, les salariés ont fait grève pour dénoncer le milliard d'euros de dividendes distribué à la famille Mulliez qui licencie 2 400 personnes chez Auchan. Celles et ceux d'Arkema à Jarrie (Isère), une grande entreprise de la chimie, sont entrés en grève reconductible contre des suppressions d'emploi – une lutte commune à une usine voisine, Vencorex, en grève depuis 45 jours. Les patrons craignent plus que tout que la riposte soit générale et pas seulement entreprise par entreprise.

Toutes les occasions sont bonnes pour montrer la seule voie : celle d'un mouvement d'ensemble pour riposter à l'offensive patronale et gouvernementale. Le 12 décembre, les syndicats appellent à une journée de grève contre les licenciements d'un côté et contre la vente à la découpe de la SNCF de l'autre. Le même jour, certains travailleurs de la fonction publique, encouragés par le succès de leur grève du 5, ont choisi de se remobiliser. Ces grèves et rassemblements seront peut-être minoritaires. Mais si ces travailleurs en lutte en profitent pour se rencontrer sur des piquets et dans des assemblées générales, alors ils participeront à la tâche essentielle de l'heure : surmonter la dispersion des luttes.

*Éditorial du NPA-Révolutionnaires
du 9 décembre 2024*



Brèves



CE BULLETIN EST LE TIEN, N'HESITES PAS À LE DIFFUSER ET À NOUS CONTACTER POUR PROPOSER DES IDÉES

Contre le sous-effectif à Ocellia : "le groupe est une force"

Submergée par les demandes des étudiant.e.s, une salariée vacataire a indiqué aux AS 1 qu'ils et elles ne recevraient plus de réponse aux questions déjà posées par d'autres étudiant.e.s. Le mail conseille de miser sur la force collective pour résoudre les problèmes. C'est en effet par la mobilisation et la grève qu'il sera possible d'obtenir les moyens nécessaires à l'embauche de personnel administratif à hauteur des besoins, et de surcroît sans contrat précaire ni bas salaires. D'ici là nous témoignons toute notre solidarité aux personnels en sous-effectif.

Parmentier-Ocellia : les directions s'organisent, aux étudiant.e.s de faire de même

Lors d'une diffusion de ce bulletin à l'IRTS Parmentier en région parisienne, notre camarade a été interpellée par une des membres de la direction à propos d'une brève écrite à Ocellia. Apparemment la direction de Parmentier aurait écrit à celle d'Ocellia pour s'en plaindre. Nous espérons que la missive est bien parvenue, et que les étudiant.e.s en travail social sauront faire preuve de la même capacité à s'organiser et à se coordonner entre différentes écoles

Vencorex, Arkema : la grève continue contre les licenciements dans la Chimie

Alors que les salarié.e.s de Vencorex, principale entreprise de la plateforme chimique de Pont-de-Claix, occupent depuis un mois et demi l'entrée de leur usine, ceux et celles d'Arkema ont effectué quelques journées de grève entre mercredi 4 et lundi 9 décembre. Ils et elles s'opposent à la fermeture de leur usine et aux licenciements. Leurs patrons, qui ont peur d'un mouvement d'ensemble, font tout pour diviser. Ainsi pour annoncer la fermeture du site de Jarrie, la direction d'Arkema a attendu un vote favorable des salarié.e.s de Vencorex sur la prime de licenciement et la levée partielle de la grève. Ce jeudi 12 décembre, ils et elles participeront ensemble à la mobilisation contre les licenciements. Une manifestation est appelée par les syndicats de la fonction publique à 10h depuis la gare, puis un rassemblement à 11h devant la préfecture, place de Verdun, et enfin un pique-nique devant Vencorex le soir.

11-12 janvier : rencontres nationales travail social en lutte

Organisées les 11 et 12 janvier à Paris, elles permettront de discuter de l'état du secteur social et médico-social, des différentes attaques mais aussi des résistances qui existent. Enfin elles devraient permettre, en regroupant des collectifs, des syndiqué.e.s et des non syndiqué.e.s de prévoir un plan de bataille pour les prochaines semaines et prochains mois. Alors inscris-toi pour participer, une délégation grenobloise est déjà en préparation.

Grève à l'ASE Paris

Avec 3 assemblées générales et 2 journées de grève les 19 novembre et 5 décembre, les collègues de l'ASE de Paris

ont montré leur capacité de réaction collective face aux dégâts organisés dans leurs services. Sous-effectifs, souffrance au travail, manque de temps et de places pour les enfants, sont devenus insupportables. C'est aussi le problème des heures supplémentaires non comptabilisées qui révolte les collègues et les met légitimement en action, face à une direction qui assume de les faire travailler gratuitement ! Parce que le capitalisme n'épargne en rien les services publics, les salarié.e.s du social en lutte ont tout intérêt à rejoindre la date de grève du 12 décembre !

Face aux coupes de budgets, l'hypocrisie des présidents de fac !

Dans une tribune publiée lundi 2 décembre, les présidents d'Université appelaient à se mobiliser contre les coupes de budget annoncées par le gouvernement. Pourtant les signataires mènent depuis des années ces politiques d'austérité. Ils mènent le même type de manœuvres que Nexem, le syndicat des employeurs du social. D'abord appliquer les mesures dégradant les services publics. Ensuite se poser en sauveur pour canaliser la colère qu'une telle politique suscite à juste titre. Pour gagner contre l'austérité et défendre leurs droits, les étudiant.e.s et salarié.e.s ne pouvons compter que sur leurs propres mobilisations.

Dans le social aussi : interdisons les licenciements !

Les plans de licenciements se multiplient et le secteur social et médico-social n'est pas épargné. L'UDES indique ainsi que 186 000 emplois seraient menacés dans le social et l'associatif. Depuis l'été les annonces se suivent : 500 postes supprimés à la Protection Judiciaires de la Jeunesse ; 431 à l'Association des Paralysés de France ; 55 à Don Bosco dans le Finistère ; 50 à Saint-Benoît-Labre près de Nantes... Alors nous avons toutes les raisons de manifester contre les licenciements, ce jeudi 12 décembre, aux côtés des salarié.e.s de l'industrie. En Isère les syndicats de la fonction publique appellent également à rejoindre cette initiative en manifestant au départ de la Gare de Grenoble à 10h.

18 décembre : Contre le racisme, pour l'égalité des droits

Le 18 décembre, à l'occasion de la journée internationale des migrant.e.s organisée par l'ONU, 280 organisations locales ou nationales appellent à manifester contre le racisme d'État. En effet l'année 2024 a été marquée par la poursuite des morts causées par la fermeture des frontières, mais aussi par la Loi Darmanin et le projet de loi Retailleau qui visent à rétablir le délit de séjour irrégulier et à transformer l'Aide Médical d'Etat en Aide Médicale d'Urgence. Ces lois qui vont continuer de précariser et de mettre en danger les publics que l'on peine à accompagner. Alors pour exiger l'égalité et le respect des droits ; la liberté de circulation et la fermeture de Centres de Rétention Administrative ; la fin des guerres et massacres causées par l'impérialisme : manifestons le mercredi 18 décembre à 18h au départ du Musée de Grenoble.

**JEUDI 12 DÉCEMBRE - 10H GARE
MANIFESTATION CONTRE LES SUPPRESSIONS
D'EMPLOI ET LA CASSE DU SERVICE PUBLIC**

**18 DÉCEMBRE - 18H MUSÉE GRENOBLE
MARCHÉ CONTRE LE RACISME ET POUR
L'ÉGALITÉ DES DROITS**



**ABONNE-TOI
À LA NEWSLETTER**